

COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALESCOMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN

du

van

MERCREDI 27 AVRIL 2011

WOENSDAG 27 APRIL 2011

Matin

Voormiddag

La discussion des questions est ouverte à 10 h 59 par M. Yvan Mayeur, président.

01 Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les allocataires sociaux cohabitants" (n° 1809)

01.01 Nadia Sminate (N-VA): En décembre 2005, le gouvernement a décidé d'augmenter les allocations octroyées aux travailleurs indépendants invalides. De ce fait, certains couples dont les deux membres sont en incapacité de travail reçoivent maintenant une allocation inférieure.

Cette mesure était d'application jusqu'au 31 décembre 2010. Le gouvernement d'affaires courantes l'a-t-il prolongée? Une solution structurelle sera-t-elle apportée?

01.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): La mesure de transition a été prolongée. Entre-temps, l'arrêté royal a été signé par le Roi et envoyé au *Moniteur belge* pour publication. En attendant, l'INAMI prépare une solution structurelle.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'article 18 du règlement du 16 avril 1997 portant exécution de l'article 80, 5°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994" (n° 1872)

02.01 Nadia Sminate (N-VA): Un assuré social qui reprend le travail après une période d'incapacité doit transmettre une attestation à sa mutuelle sous huit jours. Depuis quelques années, on peut également la transmettre par voie électronique.

La ministre a-t-elle une idée du nombre de déclarations électroniques? La ministre croit-elle opportun de maintenir le délai de huit jours en cas de déclaration électronique? Quid de l'assuré social en incapacité de travail dans le régime général qui passe à une activité indépendante? Doit-il compléter cette même attestation?

02.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): Je vous ferai parvenir sur papier les données concernant le nombre de déclarations électroniques de reprise de travail des dernières années.

Il incombe à l'assuré social de déclarer sa reprise de travail, avec le formulaire papier ou électronique, dans le délai réglementaire de huit jours.

Lorsqu'un service d'inspection décide qu'une personne en incapacité de travail exerce une activité non autorisée, une distinction est opérée entre deux situations.

Soit il s'agit d'une reprise de son ancienne activité professionnelle et donc d'une reprise de travail spontanée. Dans ce cas, l'assuré social doit informer son organisme assureur dans les meilleurs délais de la reprise de travail. L'organisme assureur mettra fin administrativement à l'incapacité de travail de l'assuré social qui devra rembourser toutes les allocations de maladie reçues indûment à partir de la date de reprise de travail.

Soit il s'agit de la reprise d'une partie de son ancienne activité professionnelle pour laquelle l'autorisation du médecin conseil est en principe nécessaire. La mutuelle limitera alors le remboursement des allocations de maladie reçues indûment aux jours de travail effectifs.

Une sanction administrative peut être infligée à l'assuré social dans les deux cas.

La situation d'un assuré social qui reconnaît exercer une activité indépendante à la fin de son incapacité de travail est une situation très spécifique.

Dans ce cas précis, ni la réglementation en matière d'assurance invalidité des travailleurs salariés, ni celle relative aux travailleurs indépendants n'est d'application. Cette situation n'est en effet pas considérée comme une reprise d'activité au sens strict du terme, mais plutôt comme le début d'une activité dans un autre régime de sécurité sociale. En d'autres termes, avant de se lancer dans cette nouvelle activité, l'assuré doit s'inscrire au régime des travailleurs indépendants. L'organisme assureur est *de facto* informé de ce changement de régime et cesse le paiement des allocations.

Selon mes informations, cette situation n'engendre aucun paiement illégitime, mais je vais demander à l'INAMI d'étudier la question, pour m'en assurer.

02.03 Nadia Sminate (N-VA): Les chiffres démontrent que l'essentiel des déclarations se font toujours sur support papier, phénomène étrange en 2011. J'aimerais également demander à la ministre de réfléchir à propos de ce délai de huit jours qui favorise les abus.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 3019 de Mme Grosemans est retirée.

03 Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les allocations familiales majorées pour les chômeurs de longue durée" (n° 3020)

03.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Les chômeurs de longue durée peuvent percevoir un supplément aux allocations familiales pour les enfants de leur ménage. Par ailleurs, une personne qui était en situation de chômage depuis plus de six mois et recommence à travailler peut encore bénéficier du supplément durant un maximum de deux ans sous certaines conditions.

Selon la philosophie actuelle, les allocations familiales constituent un droit individuel de l'enfant et non des parents. Purement compensatoire, cette mesure ne constitue dès lors aucunement un revenu de remplacement. Chaque enfant doit recevoir une allocation égale que ses parents soient salariés, indépendants, fonctionnaires ou chômeurs.

Comment la ministre justifie-t-elle ce supplément? Les conditions liées au supplément social sont-elles suffisamment strictes?

03.02 Laurette Onkelinx, ministre (en français): Même s'il est question du droit de l'enfant, il faut savoir qu'un enfant n'est pas égal à un autre. En effet, des enfants vivent parfois dans des conditions sociales très différentes. Il ne s'agit nullement de discriminations, mais plutôt de distinctions effectuées à partir des différents vécus des enfants.

Par ailleurs, le travail réalisé par le Parlement a consisté à éliminer les pièges à l'emploi. Quand un chômeur retrouvait du travail, la perte immédiate de son droit aux allocations familiales majorées constituait un piège à la réinsertion.

(En néerlandais) C'est la raison pour laquelle nous avons prévu de maintenir la mesure jusqu'à deux ans après qu'un demandeur d'emploi a trouvé un nouvel emploi.

Tant l'octroi que le maintien du droit aux prestations sociales sont réglés par des dispositions réglementaires

et administratives contraignantes qui relèvent de l'ordre public et sont scrupuleusement appliquées par les organismes d'allocations familiales.

(En français) Nous disposons d'un système quasi universel qui établit quelques différences ayant pour objectif d'assurer l'égalité de traitement entre des enfants qui vivent objectivement des situations sociales différentes, même si la logique n'est pas poussée jusqu'au bout. Sinon, les allocations familiales seraient établies en fonction des revenus des parents, ce qui n'est pas le cas actuellement.

03.03 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): L'allocation familiale doit rester une mesure qui vise à couvrir les coûts et ne peut pas dépendre du statut professionnel des parents. De plus, cette réglementation est un facteur désactivant. Il est inacceptable que la personne continue à percevoir les allocations familiales majorées après avoir trouvé un nouvel emploi.

03.04 **Laurette Onkelinx**, ministre *(en français)*: Nous n'avons pas la même philosophie. J'estime, pour ma part, qu'à certains moments, cela vaut la peine de soutenir des enfants – je ne parle pas des familles – qui vivent dans des conditions particulièrement précaires.

L'incident est clos.

04 **Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les fonctions de management au sein du Service d'évaluation et de contrôle médicaux et au sein du Service de contrôle administratif de l'INAMI" (n° 3189)**

04.01 **Nadia Sminate** (N-VA): Le Comité général de gestion de l'INAMI a récemment proposé la nomination de deux directeurs généraux, l'un pour le Service d'évaluation et de contrôle médicaux (SECM) et l'autre pour le Service du contrôle administratif (SCA).

En ce qui concerne le SECM, un seul candidat avait réussi les épreuves et sa nomination a été proposée. Quant au SCA, deux candidats avaient réussi: l'un a été jugé "apte" et l'autre, "très apte". Pourtant, le premier candidat aurait été présenté à cette fonction.

Pour quel motif? Quels critères ont été appliqués pour la pondération des fonctions? À cet égard, combien de membres du personnel ont été pris en considération?

04.02 **Laurette Onkelinx**, ministre *(en néerlandais)*: Le commissaire du gouvernement et le Comité général de gestion de l'INAMI ont communiqué qu'aucune décision n'avait été prise à ce jour parce que le comité veut prendre le temps d'examiner toutes les données disponibles. Il n'est dès lors nullement question de désavantager ou de favoriser un candidat.

Les deux fonctions ont été classées au rang 5. Je transmettrai des tableaux avec un aperçu de la pondération par facteur et le nombre de points correspondant. Le SECM compte actuellement 332 collaborateurs et le SCA 160.

04.03 **Nadia Sminate** (N-VA): Aucune décision n'a donc été prise à ce jour et aucun candidat n'a été présenté pour l'instant. J'espère que la décision tiendra compte de la compétence de l'intéressé et non de ses affinités politiques ou de son rôle linguistique.

Il existe toujours deux services d'inspection sociale au sein de l'INAMI, qui effectuent tous deux les mêmes contrôles. Dans ce cas, deux directeurs généraux sont-ils vraiment indispensables?

04.04 **Laurette Onkelinx**, ministre *(en français)*: Cela relève vraiment de l'exécutif.

L'incident est clos.

05 **Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la présomption de travail à temps plein lors de la violation des formalités prévues en cas d'occupation à temps partiel" (n° 3192)**

05.01 Nadia Sminate (N-VA): Lorsqu'un employeur engage des personnes à mi-temps ou à temps partiel, il doit toujours être en mesure de présenter un horaire et un contrat de travail lors des contrôles de l'inspection sociale. Si l'employeur ne peut produire ces documents, ces travailleurs seront inscrits à l'ONSS comme travaillant à plein temps, avec effet rétroactif.

Cette déclaration supplémentaire a-t-elle une incidence sur les droits de pension et le pécule de vacances?

05.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): Une régularisation sur la base de l'article 22^{ter} de la loi ONSS de juin 1969 n'ouvre jamais le droit aux prestations sociales calculées sur la base de prestations à temps plein.

La Cour constitutionnelle estime que l'objectif de la présomption de l'occupation à temps plein n'est pas d'octroyer aux travailleurs occupés à temps partiel le droit à une allocation correspondant à un temps plein qui devrait alors être payée par les employeurs concernés. Cette interprétation constituerait une violation des articles 10 et 11 de la Constitution.

Selon la Cour de cassation, cette présomption ne porte pas sur le contrat conclu entre l'employeur et le travailleur occupé à temps partiel. Elle vise seulement à pouvoir mieux contrôler le travail à temps partiel afin d'éviter et de sanctionner le travail au noir. La présomption légale a été instaurée en faveur de l'ONSS afin qu'il puisse encaisser les cotisations de sécurité sociales dues. Les travailleurs ne peuvent donc l'invoquer pour obtenir une indemnité correspondant à des activités à temps plein.

05.03 Nadia Sminate (N-VA): Je comprends que les employeurs malhonnêtes doivent être sanctionnés mais je pense que la méthode utilisée n'est pas appropriée.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les allocations familiales pour les enfants placés en institution ou en famille d'accueil" (n° 3227)

06.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): La réglementation relative à l'octroi des allocations familiales prévoit une disposition spéciale pour les enfants placés en institution ou en famille d'accueil.

Les allocations familiales constituent un droit de l'enfant lui-même et doivent être intégralement consacrées à son éducation.

Comment et qui vérifie que le montant perçu par les parents d'enfants placés est effectivement utilisé au profit de l'enfant? Comment la présence d'un lien étroit avec l'enfant est-il établi? En 2009 et 2010, combien de parents ont bénéficié d'allocations familiales forfaitaires prévues dans le cadre du placement dans une institution, (si possible) par Région? Quels sont les chiffres en cas de placement en famille d'accueil? Dans combien de cas a-t-on constaté que le montant n'avait pas été utilisé au profit de l'enfant placé? Quelles mesures ont alors été prises?

06.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): La réglementation prévoit que les allocations familiales d'un enfant placé en institution sont versées à concurrence de deux tiers à l'institution et le tiers restant est versé à l'allocataire qui assure l'éducation de l'enfant le reste du temps. L'organisme d'allocations familiales compétent demande régulièrement à l'institution de lui indiquer qui continue à se soucier réellement de l'enfant.

Si l'utilisation du tiers restant des allocations familiales a déjà suscité des problèmes, le tribunal de la jeunesse est habilité à désigner l'allocataire dans l'intérêt de l'enfant.

En cas de placement dans une famille d'accueil, l'intégralité des allocations familiales est versée à la personne physique qui assume l'éducation de l'enfant dans ladite famille. La famille d'origine de l'enfant perçoit parallèlement une allocation forfaitaire. Dans le cas où l'allocataire qui perçoit l'allocation forfaitaire se désintéresse de l'enfant placé, l'autorité responsable du placement de l'enfant et qui en assure le suivi doit en

informer l'organisme d'allocations familiales. Dans ces circonstances, l'organisme d'allocations familiales décide systématiquement le retrait du droit à l'allocation forfaitaire.

Sur le terrain, les organismes d'allocations familiales qui disposent d'indices sur l'interruption des contacts entre l'enfant placé et sa famille d'origine, en informent les autorités compétentes. Ces situations sont néanmoins extrêmement rares.

Les organismes d'allocations familiales ne disposant pas des moyens nécessaires pour procéder à l'évaluation des relations entre l'enfant placé et l'allocataire, il appartient aux institutions publiques qui interviennent lors du placement de l'enfant, de juger de la nature de ces relations.

Seuls des statistiques nationales sont disponibles. Au 31 décembre 2009, le nombre d'enfants bénéficiaires placés en institution, parmi lesquels environ 15 % perçoivent le tiers des allocations familiales sur un carnet d'épargne, s'élevait à 14 467 et à 14 295 au 31 décembre 2010. Au 31 décembre 2009, 2 914 enfants étaient placés dans une famille d'accueil et ils étaient 2 936 au 31 décembre 2010.

06.03 Miranda Van Eetvelde (N-VA): J'ai pris contact avec plusieurs caisses d'allocations familiales. Lorsqu'un enfant est placé dans une institution, on parle dans la pratique déjà de l'existence d'un lien véritable lorsque l'enfant reçoit une carte de vœux lors des fêtes ou une visite pour son anniversaire. De cette manière, l'argent n'est pas toujours affecté intégralement à l'éducation de l'enfant. Un autre système pourrait être envisagé, par exemple le versement de toute la somme à l'institution ou sur un compte d'épargne bloqué au nom de l'enfant.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le flux électronique d'autorisations de reprise du travail pendant une période d'incapacité de travail" (n° 3249)

07.01 Nadia Sminate (N-VA): Le contrat d'administration entre l'État belge et l'INAMI mentionne un projet d'informatisation des données concernant la reprise de travail partielle autorisée en période d'incapacité, ce qui est une bonne chose.

L'échange électronique de données est-il pleinement opérationnel? Tous les dossiers y ont-ils été intégrés? Le flux papier a-t-il ainsi été supprimé? Quelle est la qualité des données transmises par les mutualités? Dans quel délai ce projet doit-il être réalisé? Hormis l'INAMI, d'autres services d'inspection sociale ont-ils accès au flux électronique?

07.02 Laurette Onkelinx, ministre (en néerlandais): Le flux électronique relatif à la reprise d'un travail à temps partiel avec l'autorisation préalable du médecin conseil est opérationnel depuis 2010. Le système contient les données depuis l'exercice 2009. Tous les dossiers en cours ont été intégrés.

Les organismes assureurs envoient quotidiennement des données électroniques relatives aux nouvelles décisions et à la prolongation ou à la fin des autorisations. Le flux papier a été supprimé le 1^{er} janvier 2011.

Il va de soi que le lancement de tels processus s'accompagne toujours de maladies de jeunesse. Toutefois, un contrôle cohérent a permis d'augmenter dans une très large mesure la qualité des données, la marge d'erreur ayant été inférieure à 5 % en 2010. La qualité des données transmises ne pose aucun problème et les données erronées sont immédiatement renvoyées aux organismes assureurs pour être corrigées.

Les informations doivent être envoyées à l'INAMI dans les huit jours ouvrables. Une analyse des données de 2011 révèle que ce délai est respecté pour 90 % des décisions.

Si l'ensemble des services d'inspection de l'INAMI ont accès aux flux électroniques, les services d'inspection sociale externes n'ont cependant encore introduit aucune demande en ce sens. J'ai informé les services d'inspection relevant de ma compétence de l'existence de ces flux, de sorte que ces services ont la possibilité d'évaluer l'opportunité d'un accès à ces données.

07.03 Nadia Sminate (N-VA): Attendu qu'il existe aujourd'hui une procédure automatisée, il nous faut néanmoins vérifier si ces huit jours s'avèrent encore nécessaires. Je me réjouis que la ministre soit disposée à examiner la possibilité de faciliter l'accès à d'autres services d'inspection.

Si tous les dossiers ont été introduits et que le système fonctionne, comment se fait-il que je n'aie toujours pas reçu de données en réponse à mes questions écrites en la matière? Dans l'intervalle, j'ai posé 35 questions et une seule réponse m'a été fournie. Je ne pense donc pas que beaucoup d'efforts aient été consentis pour répondre à mes questions.

07.04 Laurette Onkelinx, ministre (en français): Vous recevrez la réponse le moment venu.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'écartement du travail des travailleuses enceintes ou allaitant" (n° 3444)

08.01 Meryame Kitir (sp.a): Si un poste de travail est susceptible de nuire à la santé d'une travailleuse enceinte ou à celle de son enfant et que les conditions de travail ne peuvent être adaptées, la travailleuse doit arrêter temporairement de travailler. C'est ce que l'on appelle l'écartement du travail et les femmes enceintes comme les femmes allaitant peuvent en être victimes.

En cas d'écartement complet du travail, l'intéressée reçoit une indemnité de 78,237 % du salaire journalier moyen qu'elle percevait à ce moment-là. En cas d'écartement partiel du travail, elle reçoit une indemnité équivalente à 60 % de son salaire journalier. Le salaire tiré de l'activité adaptée est déduit de cette indemnité en fonction de certaines tranches de revenus.

Nous recevons de très nombreuses plaintes de travailleuses en situation d'écartement partiel du travail dont le revenu net est substantiellement inférieur à celui qu'elles auraient perçu si elles avaient arrêté complètement de travailler. Il pourrait être remédié à cette anomalie en fixant également à 78 % le pourcentage d'indemnité en cas d'écartement partiel.

La ministre est-elle informée de cet état de choses? Envisage-t-on d'adapter la réglementation?

08.02 Laurette Onkelinx, ministre (en néerlandais): Depuis le 1^{er} janvier 2010, les travailleuses visées par la mesure de protection de la maternité reçoivent une indemnité à charge de l'assurance maternité en faveur des travailleuses salariées, quelle que soit la cause de l'écartement du travail.

Avant le 1^{er} janvier 2010, le Fonds des maladies professionnelles intervenait lorsque l'écartement était lié à un risque de maladie professionnelle. Afin de pouvoir garantir une indemnité aussi élevée qu'avant cette date, le taux d'indemnité en vigueur en cas d'écartement total du travail a été rehaussé, passant de 60 à 78,237 % de la rémunération journalière moyenne.

En cas d'écartement partiel du travail, on a choisi de calculer l'indemnité pour toute la période, soit tant avant qu'après la naissance, sur la base de la rémunération découlant de l'activité adaptée. Le résultat peut varier d'un mois à l'autre. Le mode de calcul correspond mieux à la situation réelle des intéressées.

Vu les possibilités budgétaires, l'objectif n'était alors pas de modifier fondamentalement la loi relative à la protection de la maternité mais de fixer, à partir du 1^{er} janvier 2010, un taux d'indemnité unique pour tous les cas d'écartement total du travail, qu'il soit ou non lié à un risque de maladie professionnelle.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'ONAFTS en tant qu'organisme de paiement" (n° 3580)

09.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): L'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés

(ONAFTS) n'est pas seulement chargé de la gestion du réseau secondaire de caisses d'allocations familiales, mais paie lui-même les allocations familiales à certains groupes d'ayants droit, notamment les exploitants d'établissements horeca, les armateurs et le secteur du diamant.

Comment la ministre explique-t-elle l'adhésion des catégories susvisées à l'ONAFTS? Est-elle disposée à envisager une modification?

Présidente: Meryame Kitir.

09.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): L'ONAFTS assume en effet également la fonction d'une caisse d'allocations familiales pour les employeurs du secteur privé, ces derniers pouvant s'y affilier spontanément. Certains employeurs sont affiliés d'office.

Des caisses d'allocations familiales particulières ont été créées pour certaines catégories professionnelles, dont les membres étaient exclusivement constitués d'employeurs de la catégorie concernée, ces derniers étant tous affiliés d'office. Il s'agit d'organismes publics qui sont ainsi en mesure de répondre un maximum aux spécificités de ces secteurs.

L'intégration de ces catégories dans un autre organe public, à savoir l'ONAFTS, se justifie dès lors toujours et exclut l'intégration du secteur en question dans une caisse d'allocations familiales libre. Dans ce cas, les employeurs auraient en effet la possibilité de choisir librement leur caisse d'allocations familiales.

Il s'indique d'organiser les services au sein d'un même organisme de paiement pour des raisons d'efficacité en matière de coûts, de sécurité juridique et de ponctualité du paiement des allocations aux ménages.

Jusqu'à présent, aucune plainte portant sur les pratiques administratives actuelles et aucune demande concrète de modification de ces méthodes n'a été reçue de la part des secteurs concernés.

L'incident est clos.

La **présidente**: La question n° 3742 de Mme Grosemans est retirée.

10 Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le refus et le retrait des autorisations relatives aux caisses d'allocations familiales" (n° 3836)

10.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): La création des caisses d'allocations familiales est autorisée par arrêté royal. Cette autorisation est subordonnée à une série de conditions. Une autorisation peut également être retirée par arrêté royal.

Président: Yvan Mayeur.

Des autorisations de création de caisses d'allocations familiales ont-elles été refusées au cours des cinq dernières années? Dans l'affirmative, combien et pourquoi? Des autorisations de caisses d'allocations familiales ont-elles été retirées au cours des cinq dernières années? Dans l'affirmative, combien et pourquoi? Au cours des cinq dernières années, l'ONAFTS a-t-il demandé ou imposé un plan de redressement à une caisse d'allocations familiales à la suite de difficultés financières? Dans combien de cas? Un plan de redressement de ce type a-t-il toujours entraîné une réévaluation de la situation financière de la caisse d'allocations familiales ou des retraits d'autorisation ont-ils été décidés pour cette raison? Un contrôle permanent des conditions de maintien de l'autorisation est-il organisé? Les contrôles actuels sont-ils suffisants?

10.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): Ces cinq dernières années, aucune demande de création de caisse d'allocations familiales n'a été déposée et aucune autorisation n'a été retirée.

En 2008, nous avons demandé à la caisse d'allocations familiales Arenberg de mettre en œuvre un plan de redressement afin d'améliorer la qualité du service et la situation financière difficile. En 2009, nous avons adressé la même demande à la caisse Horizon Het Gezin.

Le 1^{er} janvier 2010, la caisse Arenberg a fusionné avec la caisse d'allocations familiales, financièrement saine, du Groupe S et, depuis, l'administration globale n'a plus reçu de demandes de payer des allocations familiales non liquidées. On constate aujourd'hui une amélioration sensible des services fournis aux familles. En outre, le Groupe S réexamine systématiquement la totalité des dossiers.

Le plan de redressement de la caisse d'allocations familiales Horizon Het Gezin comprend un ensemble de mesures structurelles destinées à augmenter les recettes et à comprimer les coûts. Par ailleurs, plusieurs mesures uniques ont été prises dans le but de recapitaliser la caisse, de sorte qu'elle présente aujourd'hui un bilan équilibré. Elle se penche également sur une amélioration générale de la gestion des dossiers.

L'ONAFTS veille au respect des conditions d'agrément et surveille le fonctionnement des caisses d'allocations familiales en permanence. Il va d'ailleurs examiner les possibilités d'améliorer l'encadrement juridique des caisses d'allocations familiales.

10.03 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): On compte donc un nombre très restreint de plans de redressement et ceux-ci donnent manifestement de bons résultats.

L'incident est clos.

11 **Question de Mme Zuhail Demir à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le contrôle du suivi régulier des cours dans le cadre du droit aux allocations familiales" (n° 3837)**

11.01 **Zuhail Demir** (N-VA): Aux termes d'un arrêté royal de 1975, un enfant qui donne droit à des allocations familiales et qui n'est plus soumis à l'obligation scolaire doit suivre les cours régulièrement. L'appréciation de la direction de l'établissement scolaire est déterminante à cet égard.

Jusqu'à quel point la direction de l'école jouit-elle d'une liberté d'appréciation? Les caisses d'allocations familiales exercent-elles un contrôle sur cette appréciation? Si oui, l'exercent-elles systématiquement?

11.02 **Laurette Onkelinx**, ministre (*en néerlandais*): La direction de l'école évalue, conformément aux règles édictées par les Communautés, quelles absences doivent être considérées comme irrégulières et quelle est la sanction appliquée.

L'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés (ONAFTS) et les caisses d'allocations familiales en prennent simplement acte. Ils exécutent cette décision sur le plan des allocations familiales et exercent uniquement un contrôle sur le fait de savoir si un enfant non soumis à l'obligation scolaire est régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement. Ce contrôle est réalisé sur la base des données fournies par les Communautés au début de chaque année scolaire ou académique par le biais d'attestations ou de flux électroniques de données. Il va de soi que les modifications dans le régime d'étude sont également transmises à l'ONAFTS et aux caisses d'allocations familiales.

11.03 **Zuhail Demir** (N-VA): Dès qu'un enfant est inscrit, le droit aux allocations familiales est ouvert. D'après le corps enseignant, des abus sont constatés. On ne voit plus certains étudiants sur les bancs à partir du 15 octobre. Il est difficile pour les écoles supérieures ou les universités de contrôler les présences.

11.04 **Laurette Onkelinx**, ministre (*en néerlandais*): Je comprends vos préoccupations mais il appartient aux Communautés d'édicter des règles particulières. L'ONAFTS ne peut imposer de nouvelles règles.

(*En français*) Vous parlez de l'université. Certains étudiants ne vont jamais au cours mais réussissent en étudiant chez eux. Mais c'est de la compétence des Communautés de préciser quelles preuves ils doivent apporter pour être considéré comme élèves réguliers.

L'incident est clos.

12 **Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les indemnités d'incapacité de travail pendant une**

période de détention préventive ou de privation de liberté" (n° 3871)

12.01 Nadia Sminate (N-VA): Les personnes sans charge de famille peuvent pendant une période de privation de liberté ou de détention préventive bénéficier d'une indemnité d'incapacité de travail dont le montant est toutefois réduit de moitié.

Pourquoi cette mesure ne s'applique-t-elle qu'aux personnes sans charge de famille? Qu'entend-on par "une période de privation de liberté"? Peut-il également s'agir d'une période de collocation? Comment cette mesure se traduit-elle dans la pratique? Existe-t-il une communication directe entre la Justice et les mutualités?

12.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*): Un allocataire sans personne à charge ne reçoit que la moitié du montant, parce que l'institution où il réside prend en charge différents frais d'entretien pendant sa détention ou son internement. Si la personne concernée a toutefois charge de famille, elle conserve son allocation pendant sa période de privation de liberté.

La privation de liberté est définie comme l'absence au travail sans maintien de la rémunération pour cause de détention, d'emprisonnement et d'internement, à l'exception de la détention préventive. Il doit donc s'agir effectivement d'une privation de liberté en tant que mesure pénale.

Une allocation complète sera toujours octroyée en cas de collocation, parce que celle-ci n'est pas une mesure pénale mais une mesure imposée par le juge de paix pour garantir la sécurité de la personne concernée et celle d'autres personnes.

La mutuelle dispose souvent d'une déclaration de l'institution mentionnant la date de début et de fin de la privation de liberté, ce qui lui permet de verser à nouveau le montant complet lors de la mise en liberté. S'il est toutefois impossible de communiquer la date de la fin de la privation de liberté, la mutuelle ne pourra verser à nouveau le montant complet que lorsqu'elle en aura été informée par l'institution ou par la personne concernées.

12.03 Nadia Sminate (N-VA): La question reste de savoir s'il se justifie que la sécurité sociale doive prendre en charge des individus qui ont commis un fait criminel et qui bénéficient déjà du gîte et du couvert en prison. Je souhaiterais également connaître le nombre de cas dont il s'agit.

12.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*): Je signe tous les jours des réponses à des questions écrites. Et certaines font suite à des questions que vous avez posées.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 12 h 03.

De behandeling van de vragen vangt aan om 10.59 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Yvan Mayeur.

01 Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "samenwonende uitkeringsgerechtigden" (nr. 1809)

01.01 Nadia Sminate (N-VA): In december 2005 heeft de regering beslist om de uitkeringen voor invalide zelfstandigen te verhogen, wat voor sommige koppels waarvan beiden arbeidsongeschikt zijn, resulteerde in een lagere uitkering.

De maatregel was van kracht tot 31 december 2010. Heeft de regering van lopende zaken ze verlengd? Komt er een structurele oplossing?

01.02 Minister Laurette Onkelinx (*Nederlands*): De overgangsmaatregel werd verlengd. Het KB werd inmiddels door de Koning ondertekend en voor publicatie naar het *Belgisch Staatsblad* gestuurd. Het RIZIV werkt intussen aan een structurele oplossing.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "artikel 18 van de verordening van 16 april 1997 tot uitvoering van artikel 80, 5°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994" (nr. 1872)

02.01 Nadia Sminate (N-VA): Een verzekerde die arbeidsongeschikt was en het werk hervat, moet binnen de acht dagen een formulier aan het ziekenfonds bezorgen. Dit kan sinds enkele jaren ook elektronisch.

Heeft de minister zicht op het aantal elektronische aangiften? Vindt de minister het opportuun om de termijn van acht dagen te behouden bij elektronische aangifte? Wat gebeurt er wanneer iemand die arbeidsongeschikt is in de algemene regeling overschakelt op een zelfstandige activiteit? Moet die hetzelfde formulier invullen?

02.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Het aantal elektronische aangiften van arbeidshervatting van de laatste jaren zal ik op papier laten bezorgen.

De verantwoordelijkheid voor de aangifte van de werkhervatting ligt bij de sociaal verzekerde en de aangifte van de arbeidshervatting via papieren of elektronische weg moet binnen de reglementaire termijn van acht dagen gebeuren.

Als een inspectiedienst beslist dat een arbeidsongeschikte een niet-toegelaten activiteit uitoefent, dan wordt er een onderscheid gemaakt tussen twee situaties.

Ofwel gaat het om een hervatting van zijn vroegere beroepsactiviteit en dus om een spontane arbeidshervatting. In dat geval moet de sociaal verzekerde zo snel mogelijk zijn verzekeringsinstelling van de arbeidshervatting in kennis stellen. Vervolgens zal de verzekeringsinstelling een administratief einde stellen aan de arbeidsongeschiktheid van de sociaal verzekerde die alle ten onrechte ontvangen ziekte-uitkeringen vanaf de datum van werkhervatting zal moeten terugbetalen.

Ofwel gaat het om de hervatting van een gedeelte van zijn vroegere beroepsactiviteit, waarvoor in principe de toelating van de adviserende geneesheer vereist is. Het ziekenfonds zal de terugvordering van de ten onrechte betaalde ziekte-uitkeringen dan beperken tot de dagen waarop effectief werd gewerkt.

In beide situaties kan de sociaal verzekerde een administratieve sanctie oplopen.

De situatie van een sociaal verzekerde die op het einde van zijn arbeidsongeschiktheid erkent een zelfstandige activiteit aan te vatten is zeer specifiek.

Hierbij is noch de regelgeving betreffende de invaliditeitsverzekering voor de loontrekkenden, noch die betreffende de zelfstandigen van toepassing. Deze situatie wordt immers niet gezien als een hervatting van de activiteit in de strikte zin, maar wel als het begin van een activiteit in een ander sociaalzekerheidsstelsel. Dit betekent dat de verzekerde zich vóór het aanvangen van deze nieuwe activiteit in het stelsel van de zelfstandigen moet inschrijven. De verzekeringsinstelling heeft *de facto* kennis van deze verandering van stelsel en houdt op met uitkeringen te betalen.

Volgens mijn informatie geeft deze situatie geen aanleiding tot onterechte betalingen, maar om er zeker van te zijn, zal ik het RIZIV de opdracht geven om dat te onderzoeken.

02.03 Nadia Sminate (N-VA): De cijfers tonen aan dat het merendeel van de aangiftes toch nog op papier gebeurt, wat vreemd is anno 2011. Verder zou ik de minister willen vragen om na te denken over die acht dagen, omdat die termijn de deur openzet voor misbruiken.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3019 van mevrouw Grosemans is ingetrokken.

03 Vraag van mevrouw Miranda Van Eetvelde aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de verhoogde kinderbijslag voor langdurig werklozen" (nr. 3020)

03.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Langdurig werklozen kunnen een toeslag op de kinderbijslag krijgen voor de kinderen in hun gezin. Bovendien kan iemand die langer dan zes maanden werkloos is geweest en opnieuw begint te werken, de toeslag nog maximaal twee jaar behouden onder bepaalde voorwaarden.

Volgens de huidige visie op de kinderbijslag is dit een individueel recht van het kind, niet van de ouders. De kinderbijslag is een zuivere kostencompenserende en dus geen inkomensvervangende maatregel. Elk kind dient een gelijke bijslag te ontvangen: kinderen van werknemers, van zelfstandigen, ambtenaren, alsook van werklozen.

Hoe rechtvaardigt de minister de toeslag? Zijn de voorwaarden voor het ontvangen van de sociale toeslag voldoende strikt?

03.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Zelfs al is er sprake van de rechten van 'het kind', men mag niet vergeten dat het ene kind het andere niet is. Soms leven kinderen namelijk in heel verschillende sociale omstandigheden. Het gaat hier dan ook geenszins om discriminatie, maar veeleer om een onderscheid dat wordt gemaakt op grond van de verschillende leefwijzen van de kinderen.

Bovendien heeft het Parlement initiatieven genomen om de werkloosheidsvallen weg te werken. Immers, wanneer een werkzoekende voordien opnieuw aan de slag ging, verloor hij onmiddellijk het recht op verhoogde kinderbijslag, wat zijn re-integratie sterk kon bemoeilijken.

(Nederlands) Daarom hebben we de maatregel van toepassing gemaakt tot twee jaar nadat een werkzoekende een nieuwe job heeft gevonden.

Zowel de toekenning als het behoud van het recht op de sociale toeslag zijn geregeld door dwingende wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die van openbare orde zijn en die door de kinderbijslaginstellingen nauwgezet worden toegepast.

(Frans) We beschikken over een vrijwel universeel systeem waarin een zeker onderscheid wordt gemaakt, opdat kinderen die objectief gezien in verschillende sociale omstandigheden leven op voet van gelijkheid zouden worden behandeld. Die redenering wordt echter niet volledig doorgetrokken. Zo niet zou de kinderbijslag afhankelijk zijn van de inkomens van de ouders, wat nu niet het geval is.

03.03 Miranda Van Eetvelde (N-VA): De kinderbijslag moet een kostencompenserende maatregel blijven, die niet afhankelijk mag zijn van het professioneel statuut van de ouders. Bovendien is deze regeling een deactiverende factor. De mogelijkheid om de toeslag te blijven ontvangen nadat de betrokkene nieuw werk heeft gevonden, is onaanvaardbaar.

03.04 Minister Laurette Onkelinx (Frans): We delen blijkbaar niet dezelfde filosofie. Persoonlijk vind ik dat het op bepaalde ogenblikken de moeite loont om kinderen – en dan heb ik het niet over gezinnen – te steunen die in bijzonder precare omstandigheden leven.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "managementfuncties bij de Dienst voor geneeskundige controle en evaluatie en de Dienst voor administratieve controle van het RIZIV" (nr. 3189)

04.01 Nadia Sminate (N-VA): Onlangs heeft het algemeen beheerscomité van het RIZIV voorgesteld om twee directeurs-generaal te benoemen, een voor de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle (DGEC) en een voor de Dienst voor administratieve controle (DAC).

Voor de DGEC was een kandidaat geslaagd; die werd voorgesteld. Voor de DAC waren twee kandidaten geslaagd: de ene werd geschikt, de andere zeer geschikt bevonden. Toch zou de eerste kandidaat worden voorgedragen voor de functie.

Waarom? Welke criteria worden gehanteerd bij de weging van de functies? Hoeveel personeelsleden werden daarbij in rekening gebracht?

04.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): De regeringscommissaris en het algemeen beheerscomité van het RIZIV hebben meegedeeld dat er nog geen beslissing is genomen, omdat het comité de tijd wil nemen om alle beschikbare gegevens te bestuderen. Er is dan ook geen sprake van het benadelen of bevoordelen van een kandidaat.

Beide functies werden gerangschikt in baan 5. Ik zal tabellen bezorgen met een overzicht van de weging per factor en het overeenstemmende aantal punten. De DGEC telt momenteel 332 medewerkers en de DAC 160.

04.03 **Nadia Sminate** (N-VA): Er is dus nog geen beslissing en voorlopig is niemand voorgedragen. Hopelijk zal men bij de beslissing rekening houden met de bekwaamheid van de betrokkene en niet met diens politieke affiniteit of taalrol.

In het RIZIV bestaan er nog altijd twee diensten voor sociale inspectie, die allebei dezelfde controles uitvoeren. Zijn twee directeurs-generaal dan eigenlijk nog wel nodig?

04.04 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Daarover moet de uitvoerende macht beslissen.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "het vermoeden van voltijdse tewerkstelling bij schending van de formaliteiten voorgeschreven bij een deeltijdse tewerkstelling" (nr. 3192)**

05.01 **Nadia Sminate** (N-VA): Wanneer een werkgever mensen halftijds of deeltijds in dienst neemt, moet hij altijd een uurrooster en een arbeidscontract kunnen voorleggen bij controles van de sociale inspectie. Als hij dat niet kan, dan worden zij met terugwerkende kracht als voltijds aangegeven bij de RSZ.

Heeft die bijkomende aangifte een effect op de pensioenrechten en op het vakantiegeld?

05.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Een regularisatie op basis van artikel 22^{ter} van de RSZ-wet van juni 1969 opent nooit het recht op sociale prestaties berekend op basis van voltijdse prestaties.

Het Grondwettelijk Hof is van mening dat het vermoeden van voltijdse tewerkstelling niet tot doel heeft de werknemers die deeltijds tewerkgesteld worden, een recht op voltijdse vergoeding te bezorgen die dan door de werkgevers in kwestie betaald zou moeten worden. Die interpretatie zou een schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet uitmaken.

Volgens het Hof van Cassatie slaat dat vermoeden niet op de overeenkomst tussen de werkgever en de deeltijdse werknemer. Ze beoogt enkel een betere controle van de deeltijdse tewerkstelling om zwartwerk te voorkomen en te beteugelen. Het wettelijk vermoeden is ingesteld ten gunste van de RSZ om de verschuldigde socialezekerheidsbijdragen te kunnen innen. Werknemers kunnen er zich dus niet op beroepen om een vergoeding voor voltijdse prestaties te krijgen.

05.03 **Nadia Sminate** (N-VA): Ik begrijp dat er sancties moeten zijn voor malafide werkgevers, maar ik denk dat dit niet de juiste manier is.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Miranda Van Eetvelde aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de kinderbijslag voor kinderen geplaatst in een instelling of een pleeggezin" (nr. 3227)

06.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Voor kinderen die geplaatst zijn in een instelling of pleeggezin, geldt een bijzondere bepaling in de reglementering inzake de toekenning van de kinderbijslag.

Kinderbijslag is een recht van het kind zelf en moet integraal aangewend worden voor de opvoeding van het kind.

Hoe en door wie wordt gecontroleerd of de ouders van geplaatste kinderen het ontvangen bedrag effectief aanwenden ten gunste van het kind? Hoe wordt bepaald dat een hechte band met het kind wordt onderhouden? Aan hoeveel ouders werd in 2009 en 2010 een forfaitaire kinderbijslag voor plaatsing in een instelling toegekend, indien mogelijk opgesplitst per Gewest? Wat zijn de cijfers bij plaatsing in een pleeggezin? In hoeveel gevallen werd vastgesteld dat het bedrag niet ten gunste van het geplaatste kind werd aangewend? Welke maatregelen werden dan genomen?

06.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Voor in een instelling geplaatste kinderen geldt dat twee derde van de kinderbijslag aan de instelling wordt betaald en een derde aan de bijslagtrekkende die het kind verder opvoedt. De bevoegde kinderbijslaginstelling vraagt regelmatig aan de instelling wie zich daadwerkelijk om het kind blijft bekommeren.

Indien er voordien problemen waren met het gebruik van het derde van de kinderbijslag, is de jeugdrechtsbank bevoegd om de bijslagtrekkende aan te wijzen in het belang van het kind.

Bij plaatsing in een gastgezin wordt het volledige bedrag van de kinderbijslag betaald aan de natuurlijke persoon die in dat gezin het kind opvoedt. Aan het gezin waaruit het kind afkomstig is, wordt daarnaast een forfaitaire bijslag betaald. De overheid die voor de plaatsing verantwoordelijk is en de situatie opvolgt, moet de kinderbijslaginstelling informeren indien de bijslagtrekkende die de forfaitaire bijslag ontvangt, geen belangstelling meer toont voor het geplaatste kind. In dergelijke gevallen beslist de kinderbijslaginstelling systematisch het recht op de forfaitaire bijslag in te trekken.

In de praktijk geven kinderbijslaginstellingen die aanwijzingen hebben dat de contacten tussen het geplaatste kind en het gezin van herkomst gestopt zijn, die informatie door aan de bevoegde overheden. Die situaties komen echter uiterst zelden voor.

Het zijn de overheidsinstellingen die bij plaatsing tussenbeide komen, die moeten oordelen over de aard van de relatie tussen het geplaatste kind en de bijslagtrekkende, aangezien de kinderbijslaginstellingen niet over de middelen beschikken om die relatie in de praktijk te evalueren.

Cijfergegevens zijn enkel beschikbaar voor het hele land samen. Het aantal in een instelling geplaatste rechtgevendende kinderen, waarvan ongeveer 15 procent het derde van de kinderbijslag op een spaarrekening ontvangt, bedroeg 14.467 op 31 december 2009 en 14.295 op 31 december 2010. Het aantal in een gastgezin geplaatste kinderen bedroeg 2.914 op 31 december 2009 en 2.936 op 31 december 2010.

06.03 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Ik heb verscheidene kinderbijslagfondsen gecontacteerd. Bij plaatsing in een instelling spreekt men in de praktijk soms al over een hechte band als er op de feestdagen een wenskaartje wordt verstuurd of er een bezoek is op de verjaardag. Op die manier wordt het geld niet altijd integraal aangewend voor de opvoeding van het kind. Men zou kunnen denken aan een andere regeling. Het zou interessant kunnen zijn de volledige som aan de instelling over te maken of het geld automatisch op een geblokkeerde spaarrekening op naam van het kind te storten.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de elektronische flux toestemmingen tot werkhervatting tijdens een periode van arbeidsongeschiktheid" (nr. 3249)

07.01 Nadia Sminate (N-VA): In de bestuursovereenkomst tussen de Belgische Staat en het RIZIV wordt een project om gegevens te informatiseren over de toegestane werkhervatting tijdens de arbeidsongeschiktheid vermeld, iets wat een goede zaak is.

Is die elektronische flux helemaal operationeel? Zijn alle dossiers erin geïntegreerd? Is de papieren flux daarmee afgeschaft? Wat is de kwaliteit van de gegevens die de ziekenfondsen doorsturen? Binnen welke termijn moet het project worden gerealiseerd? Zijn er behalve het RIZIV nog andere sociale inspectiediensten die toegang hebben tot de elektronische flux?

07.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): De elektronische flux deeltijdse werkhervatting met voorafgaande toestemming van de adviserende geneesheer is operationeel sinds 2010, en het bestand bevat de gegevens vanaf het dienstjaar 2009. Alle lopende dossiers zijn nu geïntegreerd.

De verzekeringsinstellingen sturen dagelijks elektronische gegevens door over nieuwe beslissingen, verlengingen en stopzettingen van bestaande toestemmingen. De papieren flux is afgeschaft sinds 1 januari 2011.

Een dergelijke opstart gaat uiteraard altijd gepaard met een aantal kinderziekten, maar door een consequente kwaliteitscontrole is de kwaliteit van de gegevens zeer sterk gestegen, met een foutmarge in 2010 van minder dan 5 procent. De kwaliteit van de aangeleverde gegevens baart geen zorgen en vastgestelde fouten worden onmiddellijk voor verbetering naar de verzekeringsinstellingen gestuurd.

De informatie moet binnen de acht werkdagen worden verstuurd naar het RIZIV. Een analyse van de gegevens voor 2011 wijst uit dat 90 procent van de beslissingen wordt meegedeeld binnen de acht werkdagen.

Alle inspectiediensten van het RIZIV hebben toegang tot de elektronische flux, maar externe sociale inspectiediensten hebben nog geen aanvraag in die zin gedaan. Ik heb de inspectiediensten onder mijn bevoegdheid ingelicht over het bestaan van die flux, zodat ze kunnen bekijken of een toegang interessant is.

07.03 Nadia Sminate (N-VA): We moeten toch eens nagaan of die acht dagen nog nodig zijn, aangezien er nu een geautomatiseerde procedure is. Het is goed dat de minister bereid is om te onderzoeken of andere inspectiediensten gemakkelijker toegang zouden moeten krijgen.

Als alle dossiers zijn ingevoerd en het systeem werkt, waarom wacht ik dan nog steeds op de gegevens in antwoord op mijn schriftelijke vragen ter zake? Ik heb inmiddels 35 vragen gesteld en één antwoord gekregen, dus veel inspanningen heeft men zich voor mij nog niet getroost.

07.04 Minister Laurette Onkelinx (Frans): U zal het antwoord te gelegener tijd ontvangen.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van mevrouw Meryame Kitir aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de werkverwijdering van zwangere werkneemsters of werkneemsters die borstvoeding geven" (nr. 3444)

08.01 Meryame Kitir (sp.a): Wanneer een arbeidspost gezondheidsbedreigend is voor een zwangere werkneemster of het kind en de arbeidsomstandigheden niet kunnen aangepast worden, dan moet de werkneemster tijdelijk stoppen met werken. Dit heet werkverwijdering en geldt zowel voor zwangere werkneemsters als voor werkneemsters die borstvoeding geven.

Bij volledige werkverwijdering ontvangt de betrokkene een uitkering van 78,237 procent van het gemiddelde dagloon op dat moment. Bij gedeeltelijke werkverwijdering ontvangt zij een uitkering die gelijk is aan 60 procent van het gemiddelde dagloon. Het loon uit de aangepaste activiteit wordt op die uitkering in mindering gebracht volgens bepaalde inkomensschijven.

Wij ontvangen heel wat opmerkingen van werkneemsters wier netto inkomen bij gedeeltelijke werkverwijdering substantieel lager ligt dan wanneer zij hun werk volledig zouden hebben onderbroken. Een

optie zou kunnen zijn om het vergoedingspercentage ook bij gedeeltelijke werkonderbreking op 78 procent te brengen.

Is de minister op de hoogte van deze situatie? Wordt er nagedacht over een aanpassing van de regelgeving?

08.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Sinds 1 januari 2010 ontvangen werkneemsters die vallen onder de maatregel van moederschapsbescherming, een vergoeding ten laste van de moederschapsverzekering voor loontrekkenden, ongeacht de oorzaak van de werkverwijdering.

Vóór 1 januari 2010 trad het Fonds voor beroepsziekten op wanneer de werkverwijdering verbonden was met een beroepsziektetrisico. Om vanaf 1 januari 2010 een even hoge vergoeding te garanderen als voorheen, werd het bestaande uitkeringspercentage bij volledige werkverwijdering verhoogd van 60 tot 78,237 procent van het gemiddeld dagloon.

Bij gedeeltelijke werkverwijdering werd ervoor gekozen om de vergoeding voor de volledige periode, dus zowel vóór als na de bevalling, te berekenen op basis van het loon dat voortvloeit uit de aangepaste activiteit. Het resultaat hiervan kan maandelijks verschillen. Deze berekeningswijze sluit beter aan bij de werkelijke situatie van de betrokkenen.

Gezien de budgettaire mogelijkheden is het destijds niet de bedoeling geweest om de wetgeving inzake moederschapsbescherming fundamenteel te wijzigen, maar om vanaf 1 januari 2010 een uniek uitkeringspercentage vast te stellen voor alle gevallen van volledige werkverwijdering, ongeacht of deze al dan niet gebonden zijn aan een beroepsziektetrisico.

Het incident is gesloten.

09 **Vraag van mevrouw Miranda Van Eetvelde aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de RKW als uitbetalingsinstelling" (nr. 3580)**

09.01 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): De Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers (RKW) is niet alleen belast met de aansturing van het secundaire netwerk van bijslagfondsen, maar betaalt ook zelf de kinderbijslag van bepaalde groepen van rechthebbenden, waaronder de horeca-uitbaters, de bootreders en de diamantindustriëlen.

Hoe verklaart de minister de aansluiting van deze categorieën? Gaat zij akkoord met een wijziging?

Voorzitter: Meryame Kitir.

09.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): De RKW vervult inderdaad ook de rol van kinderbijslagfonds voor werkgevers uit de privésector die zich spontaan kunnen aansluiten. Sommige werkgevers worden ambtshalve aangesloten.

Voor sommige beroepscategorieën werd een bijzonder kinderbijslagfonds opgericht dat uitsluitend de desbetreffende categorie van werkgevers als lid had en waarbij alle werkgevers ambtshalve werden aangesloten. Dit zijn overheidsinstellingen die maximaal op de eigenheden van die sectoren kunnen inspelen.

Precies daarom was en is een integratie van die categorieën in een andere overheidsinstelling, met name de RKW, vandaag nog steeds verantwoord en sluit het de integratie van de sector in kwestie in een vrij kinderbijslagfonds uit. Dan zouden de werkgevers immers de vrije keuze van kinderbijslagfonds hebben.

Een dienstverlening binnen één betalingsorganisme is aangewezen, omdat het kostenefficiënter is en omdat de rechtszekerheid en stipte betalingen aan de gezinnen worden gegarandeerd.

Tot op heden kwamen er van de betrokken sectoren geen klachten over de huidige administratieve praktijk, laat staan een concrete vraag om de werkwijze aan te passen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3742 van mevrouw Grosemans wordt ingegetrokken.

10 Vraag van mevrouw Miranda Van Eetvelde aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de weigering en de intrekking van de machtiging van de kinderbijslagfondsen" (nr. 3836)

10.01 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): De oprichting van kinderbijslagfondsen gebeurt via een machtiging per KB. Om die te verkrijgen, moet het fonds voldoen aan een aantal voorwaarden. Een machtiging kan ook bij KB worden ingetrokken.

Voorzitter: Yvan Mayeur.

Werden in de afgelopen vijf jaar machtigingen tot oprichting geweigerd? In hoeveel gevallen en waarom? Werden in de afgelopen vijf jaar machtigingen van fondsen ingetrokken? In hoeveel gevallen en waarom? Heeft de RKW in de afgelopen vijf jaar een herstelplan gevraagd of opgelegd aan een kinderbijslagfonds wegens financiële problemen? In hoeveel gevallen? Leidde een dergelijk herstelplan steeds tot een opwaardering van de financiële toestand van het kinderbijslagfonds of werd al beslist tot intrekking van de machtiging om die reden? Wordt de controle op de voorwaarden voor het behoud van de machtiging permanent opgevolgd? Volstaat de huidige wijze van opvolgen?

10.02 Minister **Laurette Onkelinx** (Nederlands): In de afgelopen vijf jaar waren er geen aanvragen tot oprichting van een kinderbijslagfonds en werd er geen machtiging ingetrokken.

In 2008 vroeg men het kinderbijslagfonds Arenberg om een herstelplan om zowel de kwaliteit van de dienstverlening als de moeilijke financiële toestand te verbeteren. In 2009 vroeg men dat ook aan het kinderbijslagfonds Horizon Het Gezin.

Het kinderbijslagfonds Arenberg is op 1 januari 2010 gefusioneerd met het financieel gezonde kinderbijslagfonds van Groep S en sindsdien kreeg het globaal beheer geen verzoek meer om onbetaalde kinderbijslagen te financieren. Vandaag is de dienstverlening aan de gezinnen gevoelig verbeterd en bekijkt Groep S systematisch alle dossiers opnieuw.

Het herstelplan van het kinderbijslagfonds Horizon Het Gezin behelst een aantal structurele maatregelen om de inkomsten te verhogen en de kosten te drukken. Verder werd een aantal eenmalige maatregelen genomen om het fonds te herkapitaliseren, waardoor het beschikt over een gezonde balans. Het fonds werkt ook aan een veel beter dossierbeheer.

De RKW waakt over het respecteren van de erkenningsvoorwaarden en volgt de werking van de kinderbijslagfondsen permanent op. De RKW zal trouwens een betere juridische omkadering van de kinderbijslagfondsen nader bekijken.

10.03 **Miranda Van Eetvelde** (N-VA): Er zijn dus nauwelijks herstelplannen ingediend en diegene die werden ingediend, leveren blijkbaar resultaat op.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van mevrouw Zuhail Demir aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "de controle op het regelmatig volgen van de lessen in het kader van het recht op de kinderbijslag" (nr. 3837)

11.01 **Zuhail Demir** (N-VA): Volgens een KB uit 1975 moet een kind dat recht geeft op kinderbijslag en niet meer leerplichtig is, de lessen regelmatig volgen. Doorslaggevend is het oordeel van de directie van de onderwijsinstelling.

Hoe ver gaat de beoordelingsvrijheid van de directie van de school? Oefenen de kinderbijslagfondsen een controle uit op die appreciatie? Wordt er systematisch gecontroleerd?

11.02 Minister **Laurette Onkelinx** (Nederlands): De schooldirectie beoordeelt, in overeenstemming met de regels uitgevaardigd door de Gemeenschappen, welke afwezigheden als onregelmatig moeten worden beschouwd en wat de bijhorende sanctie is.

De Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers (RKW) en de kinderbijslagfondsen nemen hier enkel akte van. Zij voeren die beslissing uit op het vlak van de kinderbijslag en oefenen enkel toezicht uit op het feit of een niet-schoolplichtig kind regelmatig in een onderwijsinstelling is ingeschreven. Deze controle gebeurt aan de hand van de gegevens die de Gemeenschappen hen bij het begin van elk school- of academisch jaar via attesten of elektronische gegevensstromen bezorgen. Wijzigingen in het studieregime worden uiteraard ook aan de RKW en de kinderbijslagfondsen doorgegeven.

11.03 **Zuhail Demir** (N-VA): Zodra een kind is ingeschreven, wordt het recht op kindergeld geopend. Volgens leerkrachten is er sprake van misbruiken. Sommige studenten dagen vanaf 15 oktober niet meer op. Voor een hogeschool of een universiteit is het moeilijk om controle uit te oefenen op de aanwezigheid.

11.04 Minister **Laurette Onkelinx** (Nederlands): Ik begrijp wat de bezorgdheid is, maar het zijn de Gemeenschappen die bevoegd zijn om bijzondere regels uit te vaardigen. De RKW kan geen nieuwe regels opleggen.

(Frans) U had het over de universiteiten. Sommige studenten gaan nooit naar de les, maar slagen wel dankzij thuisstudie. Het is echter aan de Gemeenschappen om te bepalen op grond van welke bewijsstukken men als regelmatige leerling kan worden beschouwd.

Het incident is gesloten.

12 **Vraag van mevrouw Nadia Sminate aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Maatschappelijke Integratie, over "uitkeringen wegens arbeidsongeschiktheid tijdens een periode van voorlopige hechtenis of vrijheidsberoving" (nr. 3871)**

12.01 **Nadia Sminate** (N-VA): Wie geen personen ten laste heeft terwijl hij van zijn vrijheid is beroofd of in voorlopige hechtenis zit, heeft recht op een uitkering wegens arbeidsongeschiktheid, een uitkering die echter beperkt wordt tot de helft.

Waarom geldt dit enkel voor mensen die geen personen ten laste hebben? Wat wordt er bedoeld met 'een periode van vrijheidsberoving'? Gaat het ook over collocatie? Hoe gebeurt dit in de praktijk? Is er een directe communicatie tussen Justitie en de ziekenfondsen?

12.02 Minister **Laurette Onkelinx** (Nederlands): Een uitkeringsgerechtigde zonder persoon ten laste krijgt maar de helft van het bedrag uitgekeerd, omdat gedurende zijn detentie of internering verschillende kosten voor levensonderhoud ten laste worden genomen door de instelling waar hij verblijft. Als de betrokkene echter een gezinslast heeft, behoudt hij gewoon zijn uitkering tijdens zijn vrijheidsberoving.

Vrijheidsberoving wordt gedefinieerd als de afwezigheid op het werk zonder behoud van loon wegens hechtenis, gevangenzetting en internering, andere dan voorlopige hechtenis. Het moet dus wel degelijk gaan om vrijheidsberoving als strafrechtelijke maatregel.

Bij collocatie zal altijd een volledige uitkering worden toegekend, omdat dat geen strafrechtelijke maatregel is, maar een door een vrederechter bevolen maatregel om de veiligheid van een persoon en die van anderen te waarborgen.

Vaak beschikt het ziekenfonds over een verklaring van de instelling waarop de begin- en einddatum van de vrijheidsberoving worden vermeld. Zo kan het ziekenfonds onmiddellijk het volledige bedrag opnieuw uitbetalen bij de invrijheidstelling. Als het echter onmogelijk is om de einddatum van de vrijheidsberoving mee te delen, kan het ziekenfonds slechts het volledige bedrag opnieuw uitbetalen als het door de instelling of door de betrokkene zelf op de hoogte wordt gebracht.

12.03 **Nadia Sminate** (N-VA): De vraag blijft of het te verantwoorden is dat de sociale zekerheid moet

opdraaien voor mensen die een crimineel feit hebben gepleegd en in de gevangenis al kost en inwoon krijgen. Ik had ook graag geweten over hoeveel gevallen het gaat.

12.04 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Ik onderteken elke dag antwoorden op schriftelijke vragen en daaronder vallen ook antwoorden op vragen die u gesteld heeft.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.03 uur.